

B. MERCREDI

On s'abonne :
BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
PARIS, HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51;
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
 Haasenstein et Vogler;
LONDRES, Cowie and son, 2, St-Anne's Lane; Delizy,
 Davies et Co, n° 4, Finch Lane, Cornhill; 4, Cecil st;
STRASBOURG, Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,
 Tavistock Row; Aug. Siegle, 410, Leadenhall street.
AMSTERDAM, B. Eschard, libraire;
LA HAYE, Belinfante frères, libraires;
ROTTERDAM, MM. Nijgh et Van Dinter, libraires
LUXEMBOURG, au bureau de poste;
ROME, Morle, libraire, place Colonna;
GÈNEVE, Crisafiovich, place de la Poste, 21;
FLORENCE, Vieuxseux, cabinet littéraire;
MILAN, Deiken et Rocholl;
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire;
BYRANE, Desclairs et Co, libraires.

L'INDÉPENDANCE BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX (Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année)
 Province, 13 fr. " " " " " "
 La France, 21 fr. " " " " " "
 Allemagne, 18 fr. " " " " " "
 Angleterre, 17 sh. " " " " " "
 Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.

D'ABONNEMENT. Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la ligne.
RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne.
FAITS divers, corps du journal, 3 fr. la ligne.
 Pour les annonces de France, s'adresser **exclusivement à Paris**, à
 M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFFITTE, BULLIER et Co, 8,
 place de la Bourse.
 Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et VOGELER,
 à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Breslau, Vienne, Brüssel,
 Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Biele, St-Gall, Zurich, Genève et Lau-
 zanne; p^r l'Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock-Row, M. G.
 STREET, 20, Cornhill, E. C., M. FR. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

Observatoire Royal.

8 octobre, à midi.

6^e jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ 760^{mm} 36
THERMOMÈTRE centig. du barom. 12.0
TEMPÉRATURE centig. de l'air 14.7
 Id. maximum depuis hier midi 12.7
 Id. minimum depuis hier midi 6.0
RAU tombée 0^{mm} 00
VENT 8.0
SOLEIL, lever 6 h. 12 m.
 Id. coucher 5 h. 22 m.
LUNE, lever soir. 4 h. 09 m.
 Id. coucher soir. 8 h. 31 m.

BRUXELLES, 8 octobre.

REVUE POLITIQUE.

Le pèlerinage national de Lourdes n'a pas répondu à l'attente du patriotisme marquis de Francheli. Dix-neuf membres seulement de l'Assemblée de Versailles y ont figuré la représentation de la France. Vraiment, en présence d'un si médiocre empressement de la part des amis du roi, il ne faudrait pas être surpris que la Notre-Dame de Bernadette apportât, de son côté, quelque idée à accomplir le miracle du rétablissement de M. le comte de Chambord sur le trône de ses pères.

Les élections du 20 octobre fournissent à tous les partis l'occasion de donner la vraie mesure de leur esprit politique. Les uns veulent la représentation de la France. Vraiment, en présence d'un si médiocre empressement de la part des amis du roi, il ne faudrait pas être surpris que la Notre-Dame de Bernadette apportât, de son côté, quelque idée à accomplir le miracle du rétablissement de M. le comte de Chambord sur le trône de ses pères.

On répète tous les jours que le Journal de Paris est le moniteur même de l'orléanisme. Nous l'allons bien voir. Si, en effet, c'est la pensée des princes d'Orléans qu'il exprime, M. le duc d'Aumale, dont l'influence est considérable dans le département de l'Oise, ne manquera pas de donner tout le concours à la candidature de M. Léon Chevreux, candidat monarchiste dans l'Oise, contre M. Gérard de Blincourt, candidat de la nuance du centre gauche.

On répète tous les jours que le Journal de Paris est le moniteur même de l'orléanisme. Nous l'allons bien voir. Si, en effet, c'est la pensée des princes d'Orléans qu'il exprime, M. le duc d'Aumale, dont l'influence est considérable dans le département de l'Oise, ne manquera pas de donner tout le concours à la candidature de M. Léon Chevreux, candidat monarchiste dans l'Oise, contre M. Gérard de Blincourt, candidat de la nuance du centre gauche.

Le représentant de la cause maudite, à Bordeaux, est M. de Forcade la Rquette. La juste et honnête indignation du Courrier de la Gironde ne paraît pas avoir beaucoup ému les légitimistes, car ils se montrent toujours disposés, assure-t-on, à appuyer la candidature de l'ancien ministre de l'Intérieur de l'Empire orléaniste.

La Gazette nationale assure que le gouvernement français a été avisé par l'ambassadeur d'Allemagne, qu'à partir du 1^{er} novembre aucun sujet français ne sera admis sur le territoire allemand, s'il n'est muni d'un passeport portant le visa de la légation allemande. Cette mesure est évidemment dirigée contre les émigrés alsaciens et lorrains, que le soin de leurs intérêts ramènerait dans les provinces annexées; elle ne manquera pas de provoquer en France un vif mécontentement.

Des bruits d'une modification ministérielle ont couru à Berlin depuis quelques jours, et plusieurs journaux s'en sont fait l'écho. Il ne s'agit rien moins que de la démission de deux membres du cabinet prussien, qui y jouent un rôle important en ce moment, le ministre des cultes et de l'instruction publique, M. Falk, et le ministre de la justice, M. Leonhardt. Ces rumeurs ont produit une pénible sensation dans le public; car les deux hommes d'Etat désignés ont attaché, l'un et l'autre, leur nom aux réformes les plus vivement désirées par l'opinion libérale : le premier à celle de l'enseignement, et au règlement législatif des rapports entre l'Etat et les Eglises; le second à la révision des codes et à la réorganisation judiciaire. Tous deux jouissent de la confiance publique et ont la réputation d'être des hommes d'une haute capacité d'esprit et d'un caractère libéral. Les rumeurs qui concernent leur retraite ont éclaté inopinément et le public demandant l'explication de ce mystère.

Hennessement l'émotion n'aura pas été de longue durée; car la Gazette de l'Allemagne du Nord, journal ministériel, et la Gazette de la Croix s'emparent de démentir d'une façon absolue ces bruits qui ne peuvent rattacher qu'aux intrigues de certains partis hostiles à toute idée de progrès et de réforme sérieuse.

Le ministre cisalpin paraît décidément faire l'adoption des crédits militaires par les délégations une question de cabinet. On assure que le prince d'Auersperg a pris l'engagement envers l'Empereur de faire passer le budget de la guerre et notamment le crédit pour l'augmentation de l'effectif de l'armée. Le rejet de ces crédits entraînerait la retraite du ministre-président et la déroute du ministère entier.

La question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ou plutôt de la suppression du budget des cultes, a été reprise samedi, au Grand Conseil du canton de Genève. Contrairement à ce que semblait pronostiquer le vote négatif émis sur la demande d'ajournement formulée dans la séance précédente, il a été décidé, par 31 voix contre 22, que l'Assemblée ne passerait pas à une seconde délibération. Cet objet disparaît donc pour un temps plus ou moins long de l'ordre du jour du Conseil.

Le roi de Danemark a ouvert hier la dette du royaume par un discours qui ne traite guère que de questions intérieures. Il signale l'augmentation progressive du produit des contributions indirectes comme une preuve de la prospérité croissante du pays. Il annonce la présentation d'une loi sur la réorganisation de la défense nationale et d'une loi complémentaire sur l'enseignement primaire et moyen. Parlant des relations cordiales entre le Danemark et la Suède, le discours exprime la confiance que ces relations ne pourront que se resserrer davantage sous le règne d'Oscar II. Quant aux relations avec les autres pays, le Roi dit qu'elles ne se sont pas modifiées. Le passage important du discours du Roi est celui qui a trait à la question du Schleswig; cette question reste toujours ouverte, mais le gouvernement espère fermement qu'on parviendra à lui donner une solution satisfaisante.

Depuis quelques jours une polémique assez confuse est engagée entre divers journaux libéraux et les feuilles cléricales au sujet des projets militaires du gouvernement. Ces projets existent-ils? Quels sont-ils? M. le ministre de la guerre qui exposit, il y a deux ans, ses idées personnelles sur la réorganisation de l'armée, mais sans engager ses collègues, on se rappelle que les membres du cabinet d'Anethan l'ont bravement jeté par-dessus bord, de peur de saluer les antimilitaristes de la droite, et l'on sait que les membres du cabinet Malou ont manœuvré de manière à ne pas s'expliquer sur cette question brûlante avant les élections. M. le ministre de la guerre a-t-il réussi à rallier ses collègues aux opinions qu'on lui connaît. Est-il question seulement d'une nouvelle réorganisation de l'armée? Ne s'agit-il pas aussi de nouveaux travaux de fortification? Nous saurons cela plus tard, et nous ne voulons pas juger avant d'avoir vu; mais pour le moment, quoi qu'il en dise, certaines feuilles cléricales qui soutiennent dans la presse la thèse de la réduction des dépenses militaires, sauf à soutenir dans les élections les représentants et les sénateurs de la droite qui les augmentent, nous sommes assez disposés à croire qu'il y a quelque anguille sous roche.

Nous en trouvons la preuve dans un article que vient de publier la Revue générale. L'auteur de cet article que plusieurs de nos confrères ont résumé, et dont le Journal de Bruxelles donne aujourd'hui de longs extraits, est M. Adolphe Dechamps, ministre d'Etat, ancien ministre des affaires étrangères, chef de la droite parlementaire avant la dissolution du 1864.

La thèse de M. Dechamps est celle-ci : l'Allemagne a sauvé la Belgique. L'Empire allemand est pour la nationalité belge un appui de plus.

Cela avait déjà été dit, et nous croyons inutile de nous prononcer sur cette idée; nous n'y insistons pas; nous n'y contredisons pas; nous gardons la neutralité.

Mais ce qui est plus nouveau, et ce qu'il n'est pas sans intérêt de mettre en lumière, c'est la conclusion que M. Dechamps tire de ses prémisses. La voici :

« L'existence d'une Belgique neutre et forte est devenue, pour l'Europe, une nécessité de premier ordre. Depuis que le gouvernement de Berlin a cru indispensable stratégiquement de posséder Metz et les lignes de la Meuse et des Vosges, il ne peut plus permettre, à aucun prix, la Belgique indépendante disparaître, et que nous ne pouvons que nous en rendre compte. Notre neutralité couvre le Rhin, du côté de la trouée de l'Entre-Sambre et Meuse, mais elle ne le couvre qu'à la condition d'être forte politiquement et militairement, dans la mesure où nos ressources financières nous permettent de l'être. »

Notre neutralité, pour être une condition de la paix européenne, doit rester loyale, demeurer une

barrière contre les agressions de l'Est ou du Midi, n'être hostile à personne, mais on comprendra facilement que la Belgique, pour être une barrière et une garantie, doit rester armée et capable de résistance contre une première agression; si elle ne l'était pas, elle deviendrait politiquement inutile, et l'occupation serait, en cas de guerre, le résultat fatal de cette faiblesse.

Cela était vrai avant la dernière guerre, et il n'y a jamais varié d'opinion à cet égard, mais depuis la nouvelle situation européenne créée par cette guerre, cette vérité est deux fois évidente et nos devoirs européens ont doublé. Il est essentiel que tous nos hommes politiques, sans distinction de parti, et le pays tout entier comprennent bien cette position qui nous est faite par les derniers événements.

Nos devoirs européens ont doublé. Est-ce à dire qu'il faille doubler le budget de la guerre? L'article de la Revue générale pourrait faire croire que telle est la pensée de M. Dechamps.

De ce que notre neutralité couvre le Rhin du côté de la trouée de Sambre et Meuse, de ce que M. Dechamps estime que cette couverture doit être forte politiquement et militairement, dans la mesure de nos ressources financières, faut-il conclure qu'il y a lieu d'exécuter dans l'Entre-Sambre et Meuse certains travaux de fortifications, dont on s'occupe, paraît-il, dans certaines régions? On pourrait supposer que M. Dechamps est de cet avis.

Dans tous les cas une chose semble claire, c'est que M. Dechamps est très-favorable à une nouvelle augmentation des dépenses militaires, et qu'il engage ses amis politiques et ses adversaires à s'y résigner, comme à une nécessité de premier ordre.

Quoique M. Dechamps, dans son article, prenne la précaution de déclarer que ses opinions sont « purement individuelles » et qu'on n'est autorisé à en étendre la responsabilité ni à ses amis ni à son parti, il est difficile de ne pas interpréter ce manifeste comme un service rendu au ministère cléricale, et aux projets militaires qui lui sont attribués de différents côtés. Il faut croire que ces projets ont pris corps puisque déjà M. Dechamps en recommande le vote.

La Paix, rédigée par M. Coomans, membre de la Chambre des Représentants, croit savoir que le projet de la Société Générale relatif aux établissements maritimes de la rive gauche de l'Escaut, à Anvers, est approuvé, dans son ensemble, à Bruxelles, par les influences supérieures, et à Anvers, par les chefs de la chambre de commerce et du nouveau conseil communal.

Le Préfet assure au contraire que les chefs de la chambre de commerce et du conseil communal n'ont pas jusqu'ici fait connaître leur opinion.

Voici, d'après le cahier d'explications du collège sur le projet de budget de la ville pour l'exercice prochain, quelques renseignements relatifs au nouvel emprunt sur lequel le conseil communal sera bientôt appelé à délibérer :

RECETTES EXTRAORDINAIRES. — Art. 7. — Prélèvement sur le produit des emprunts : 30,500,000
 Les chiffres inscrits au chapitre des dépenses extraordinaires et les explications fournies au sujet de quelques articles du projet de budget de 1873 permettent de supputer le montant approximatif des dépenses et des avances de caisse auxquelles la ville doit être en mesure de faire face cette année prochaine soit pendant les deux ou trois années suivantes. Nous rappellerons ici, en sommes rondes, les postes les plus importants :

1. Remboursement de l'emprunt de 1867 13,750,000
 2. Travaux d'assainissement de la Sene et travaux accessoires 46,000,000
 3. Eglise Saint-Nicolas 4,200,000
 4. Terrain de l'ancien cimetière du Midi 1,000,000
 5. Augmentation du volume des eaux 4,000,000
 6. Construction d'écoles 2,000,000
 7. Construction d'un aloué 1,000,000
 8. Travaux au quartier Léopold (égout et assainissement de l'égout) 200,000
 9. Académie des beaux-arts et Maison du Roi 300,000
 10. Subside pour le palais de justice 1,400,000
 11. Eclaircissement de rues 500,000
 12. Compensations d'eau 500,000
 13. Transformation des boulevards de l'Ouest 900,000
 14. Construction d'égouts 300,000

Total fr. 42,050,000
 Les sommes indiquées sous les nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

rapport à la construction d'établissements d'enseignement public (fr. 3,300,000), au palais de justice, à l'église Saint-Nicolas (construction), aux égouts, aux rues et aux boulevards (fr. 3,700,000), soit sept millions de francs effectifs ou une rente de 3,000,000 francs pendant soixante-six ans, dont le service doit être porté au compte des dépenses ordinaires.

Dès à présent, les avances à faire en espèces par la ville sont représentées par les valeurs suivantes :
 Terrains de la zone des travaux de la Sene fr. 25,650,000
 Terrains de la zone de la rue de la Régence 900,000
 Terrains de la station du Midi :
 a) Echanges contre l'école militaire 11,751,111
 b) Acquis par convention provisoire 13,944,444
 25,650,000 + 130 = 25,780,000

Si l'on ajoute l'équivalent de la dépense à faire pour les expropriations autour de l'église Saint-Nicolas 700,000
 On trouve un total de fr. 26,480,000
 soit 30 millions, donnant à 4 1/2 p. c. une rente de 1,350,000 francs. Aux conditions ordinaires des emprunts de la ville, cette rente représente un capital nominal de 33,750,000 francs et un capital effectif de 30,000,000 francs.

Le 31 juillet dernier, date où ont été arrêtés les comptes des travaux de la Sene, il restait à recevoir sur les subsides de l'Etat et de la province fr. 2,416,666 67
 et le désol des emprunts de 1867 et 1871 était 3,022,000 00
 Total fr. 6,038,666 67

La ville possède environ 48,000 titres de l'emprunt de 1867 dont l'émission est autorisée, d'après le contrat, à partir du mois de décembre prochain. Ces titres, cotés aujourd'hui à la Bourse à 105 francs et plus, valent environ 5 millions de francs. L'allocation de ces titres fera disparaître de nos recettes ordinaires soit pendant les deux ou trois années suivantes, primes et remboursement de ces obligations réservées.

Représentant ces données, on arrive aux conclusions suivantes :
 La dépense générale est de fr. 42,000,000
 Elle est couverte en capital par 6,000,000
 Reste 36,000,000
 De ces 36 millions 700,000 francs de dépenses matérielles improductives; ils sont représentés par les 5 millions d'obligations réservées de l'emprunt de 1867, moyennant une diminution de recette de 200,000 francs par an et par 2 millions à emprunter, moyennant une augmentation de dépense de 100,000 francs par an.

Il reste 29 millions pour lesquels la ville possède des terrains dont la vente donne une rente d'au moins 1,300,000 fr.
 La rente à affecter au nouvel emprunt étant de 1,400,000 francs, produira un capital nominal de 33,000,000 de fr. et un capital effectif, de 31,800,000 fr.
 Ce capital de 33 millions occasionne donc à la ville une dépense réelle de 400,000 fr. par an, n'est, pour ainsi dire

ment du beau temps et enfin l'espérance que, pour quelque temps, il n'y aura pas de modification dans le taux de l'escompte ont contribué, dans le cours de la journée, à maintenir ces bonnes dispositions de la bourse, qui est en hausse sur toute la ligne. Valeurs industrielles et valeurs publiques, fonds étrangers et consolidés anglais, tout a suivi l'heureuse impulsion du matin.

Les valeurs publiques étrangères se vendent avec assez d'activité et sous le coup des nouvelles de Paris; elles s'élèvent généralement en hausse d'un quart. Tel a été le cas pour l'Égyptien 1868 et 1870, le 6 p. c. français, le 5 p. c. 1871, le 5 p. c. 1872, le 3 p. c. français, l'Italien de 1861, et le Prusse de 1870. Le Honduras 1870 a monté d'un demi et le Turc 1870 d'un seizième. Les valeurs du gouvernement ont, dans plusieurs cas, suivi un mouvement en avant, et celles qui sont restées stationnaires ont subi une grande fermeté.

Le marché des chemins de fer anglais est aussi dans une position favorable. On s'attend à des rapports avantageux des recettes et presque toutes les lignes sont en hausse. Le Brighton and South Coast et le North British ont monté d'un cent. Celles de l'Érie ont gagné 3/4 et d'un cent.

On a coté les anglais :
3 p. c. consolidé, au compt. 92 1/8 à 92 3/4
A terme, 92 1/8 à 92 3/4
3 p. c. rédimible au compt. 90 3/8 à 90 7/8
4 p. c. de l'Inde, 104 1/2 à 105 0/0
5 p. c. d'Espagne, 110 3/4 à 111 1/4
Rente française :
3 p. c. 81 3/4 à 82 1/4
5 p. c. 104 1/2 à 105 0/0
6 p. c. 107 1/2 à 108 0/0
Dito 1871, 104 1/2 à 105 0/0
Dito 1872, 104 1/2 à 105 0/0

La demande d'escompte s'est ralentie. L'argent est abondant et les brokers travaillent volontiers à 4 7/8, rarement au-dessous.

NOUVELLES D'AUTRICHE.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Vienne, 4 octobre.

Il était temps que les séances plénières de la délégation du Reichsrath fussent finies, car elles avaient été interrompues par les communications de la commission de la guerre. Les débats au sein de la commission budgétaire allemande avaient fini par prendre le caractère d'altercations qui, de l'aveu même des organes du parti constitutionnel, étaient peu faites pour relever l'autorité des représentants des pays slaves-allemands.

Si, par suite de leurs sorties sans mesure contre le budget de l'armée, les membres de la commission ont dû se laisser dire par le général de Kuhn qu'ils n'entendaient rien à certaines affaires, c'est qu'ils ont eu leurs théories économiques reposées trop souvent sur des affirmations toutes gratuites, on pourrait même dire sur de faibles illusions.

Pour combattre ces illusions, le comte Andrássy s'est vu dans la nécessité de déclarer qu'il ne fallait pas, parce que la situation était pacifique, ne pas prévoir le moment où elle pourrait cesser de l'être. « Si une guerre n'est point à redouter dans le présent, a dit le ministre des affaires étrangères, l'État n'a pas moins pour devoir de se tenir prêt à la guerre. Si un danger survenait et qu'on armât à la dernière heure, on aurait peut-être le temps de prendre l'offensive. Ce sont précisément les cinq prochaines années qui se dessinent vaguement. Si, comme nous y a lieu de l'espérer, la paix se maintient durant cinq ans, elle sera sans doute assurée pour longtemps, et alors il pourra peut-être s'opérer un désarmement général. »

Mais la commission a néanmoins proclamé inutile la construction de fours de campagne, et elle a considérablement réduit les sommes demandées pour voitures de train, harnais, études topographiques et pour bien d'autres choses, dont il semble difficile que la prévoyante administration de la guerre puisse se passer.

Il est certain que cette façon de procéder de la commission budgétaire n'est pas absolument conforme à l'intérêt du pays; la preuve c'est qu'aujourd'hui même un grand organe constitutionnel fait la leçon à la commission; il exprime l'espoir que la délégation plénière du Reichsrath saura ne pas dépasser la juste mesure et concilier ses droits envers les contribuables avec la sagesse politique.

Cette prévision paraît fondée, car cette délégation, dans sa séance d'hier, s'est montrée animée de dispositions qui serviraient vraisemblablement à corriger les vices actuels.

Elle a adopté tout le budget des affaires étrangères, y compris les fonds secrets, un sujet desquels il s'est engagé, tout à l'avantage du comte Andrássy, une courte discussion.

Plusieurs membres du gouvernement cisleithan ont du reste l'intention de se rendre à Pesth pour délibérer avec les députés allemands sur les questions communes législatives, et faciliter ainsi une entente entre le ministre de la guerre et la délégation du Reichsrath. La délégation comprendra assurément qu'en s'associant aux vues de sa commission budgétaire elle rendrait un fort mauvais service au ministère Auerberg. Les partis hostiles à la Constitution de décembre ne profitent que trop de ces décisions de cette commission pour faire suspecter le patriotisme de ses membres et battre en brèche le régime actuel.

La commission militaire hongroise rogne, elle aussi, le budget de M. de Kuhn, mais sans trop tailler dans le vif.

Les débats sur l'Adresse continuent à la Chambre des députés de Pesth. M. Ghyzey, l'un des chefs de la gauche, a longuement développé la thèse de la bifurcation de l'armée. Aujourd'hui, assure-t-on, M. de Lonyay répliquera les accusations fulminées contre le ministère par M. Tisza.

Au sujet de la question de la banque, qu'on est occupé en ce moment à résoudre en Hongrie, le comte Bela Kogelich a demandé au ministre des finances, à la Chambre des Magnats, s'il avait l'intention de présenter un projet de loi tendant à instituer en Hongrie une Banque nationale autonome.

Le chef de la droite magyare, François Deák, serait de nouveau assez gravement indisposé.

Arifi bey, qui, comme vous savez, est nommé ambassadeur de la Porte à Vienne, en remplacement de Khalil pacha, arrivera probablement ici vers la fin du mois. Le poste dont il viendra prendre possession était occupé autrefois par feu son père, Schékile pacha.

Zia bey, second secrétaire de l'ambassade dont Khalil pacha était le chef, suivra ce dernier à Constantinople pour être attaché au ministère ottoman des affaires étrangères.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Madrid, 3 octobre.

Tous les projets de lois présentés aux Cortès, à la fin de la semaine dernière, sont examinés en ce moment par les diverses commissions, lesquelles ne déposeront pas leurs rapports avant quelques jours. Ceux relatifs à la question financière ne seront pas déposés avant le 15 de ce mois. En attendant, le Sénat et le Congrès discuteront le projet d'Adresse en réponse au discours de la Couronne.

L'Indépendance a dit avec raison dans sa revue politique qu'il est regrettable que le gouvernement n'ait pas proclamé la séparation complète de l'Église et de l'État. Tel est, en effet, son désir; malheureusement, le ministère radical s'est trouvé en présence d'un article formel de la Constitution de 1869 par lequel l'État s'engage à pourvoir à l'existence du clergé catholique. Il a fallu chercher un moyen terme que n'a pas suffisamment fait comprendre le télégramme de Madrid sur ce sujet et dont moi-même j'ai ajourné l'explication pour m'occuper d'autres projets de lois plus importants.

Voici donc le mécanisme nouveau, très-clairement exposé, pour le paiement du clergé et l'entretien du culte. Le budget ecclésiastique se divise en cinq chapitres :

Premier chapitre. — Obligations générales ecclésiastiques comprenant : 1° la subvention accordée au conseil de fabrique des basiliques de Saint-Pierre et de Saint-Jean de Latran à Rome; 2° appointements du nonce du Pape à Madrid; 3° frais du personnel

et du matériel du tribunal de la Rote; 4° frais du personnel et culte de la collégiale de Covadonga dans les Asturies, conservée à titre de gloire nationale; 5° frais reproduits du personnel et matériel de la bulle de la croisade. L'achat de cette bulle donne le droit de faire graver tous les jours de l'année.

2° chapitre. — Obligations provinciales, entretien du clergé municipal et des cathédrales.

3° chapitre. — Obligations municipales, personnel et culte des églises paroissiales.

4° chapitre. — Entretien de 218 couvents de religieux.

5° chapitre. — Institut des sœurs de charité de Madrid et de Barbastro.

Une somme de 31,147,055 pesetas est affectée à ce budget. La somme de 303,322 pesetas nécessaire au paiement des obligations du premier chapitre sera prise désormais sur les produits de la bulle de la croisade.

Pour le paiement des obligations contenues dans les chapitres 2, 3 et 4, il sera fait une émission de titres de la rente consolidée 3 p. c. en quantité suffisante pour que l'intérêt annuel représente la somme à payer.

Les obligations du chapitre 5 seront payées par l'œuvre pie des Saints-Lieux de Jérusalem.

Chaque mois les députations provinciales paieront les intérêts correspondant aux obligations du chapitre 2, et les municipalités paieront celles des chapitres 3 et 4. Les communes toucheront les produits de la bulle de la croisade, sauf la somme au prorata destinée à payer les obligations du chapitre 1er.

Quant les relations seront renouées avec le Saint-Siège, il sera entamé des négociations pour la réduction des diocèses, et en attendant, il ne sera pas pourvu aux vacances qui se produiront.

Les carlistes sont activement pourchassés dans la Catalogne : de ce côté l'insurrection n'avait plus depuis quelque temps d'autre objet que de favoriser la contrebande sur une immense échelle. Les dépôts des grands fabricants regorgent de marchandises étrangères entrées sans payer aucun droit au fisc et on assure que la plupart des négociants catalans paient aux chefs des bandes carlistes une somme considérable à la condition de tenir le plus longtemps possible la campagne. Voilà du patriotisme ou je ne m'en connais pas. Et c'est pourtant pour favoriser une cinquantaine d'industriels de ce genre que tous les ministères des finances reculent devant une réduction des tarifs de douane qui couperait court à l'immense contrebande se faisant par tous les points de la frontière, au grand détriment du trésor public.

La bande Sanz, dans la province de Castellon, a été battue hier et mise en déroute complète en laissant sur le terrain bon nombre de morts, de blessés et 57 prisonniers.

La bande Saballs a pu gagner la province de Lerida pour se soustraire à la poursuite du général Baldrich; Saballs a écrit ces jours derniers aux rédacteurs d'un journal libéral la *Lucha*, de Gerona, les menaçant de les faire fusiller, à la première occasion, pour s'être permis d'apprécier, comme elle mérite de l'être, sa conduite sauvage et barbare.

Castells, de son côté, a envoyé une circulaire à tous les instituteurs primaires de la Catalogne, leur enjoignant, sous peine de mort, d'arrêter à fermer les écoles.

Le sénateur Pastor, un de nos plus savants économistes, est mort; il venait d'être élu vice-président du Sénat.

Le général républicain Piard, vient de mourir à Saragosse, frappé par une attaque d'apoplexie foudroyante.

Depuis quarante heures, le magnifique monastère de l'Escurial est en feu; la foudre est tombée le 1er, à onze heures du soir, dans la partie supérieure de la bibliothèque, et des secours envoyés de Madrid n'ont pu agir avec quelque efficacité qu'hier matin.

Néanmoins tous les habitants accourus sur le lieu du désastre ont sauvé, dans l'intervalle, tous les livres, les tableaux et autres objets d'art qui étaient plus exposés à devenir la proie des flammes. Deux tours sont tombées. L'incendie a été circonscrit dans la journée à la partie destinée à un séminaire et à la bibliothèque; l'église et le palais comme le reste du monastère pourront être préservés.

La députation provinciale, le gouverneur civil de Madrid, le directeur général du patrimoine, les ministres des finances et des travaux publics ont passé la nuit à l'Escurial.

Comme l'orgue a empêché la transmission des télégrammes, nous n'avons pas de nouvelles depuis ce matin. Douze personnes ont été blessées.

C'est le cinquième incendie, toujours provoqué par le feu du ciel, qui éclate dans ce monastère depuis sa construction sous le règne de Philippe II, et on n'a pas songé encore à établir des paratonnerres.

NOUVELLES D'AMÉRIQUE.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

New-York, 21 septembre.

Je laisserai, jusqu'aux élections d'octobre, les deux tickets présidentiels s'entrechoquer à la façon de ces deux coléoptères chassés de Kilkenny, desquels il n'est resté qu'une ornière de l'un, et que la queue de l'autre; et, me plaçant au méridien de Paris, je vous dirai ce que le général Sherman, récemment revenu d'Europe, pense de cette capitale, de la république et de M. Thiers.

On lui demandait si Paris portait les marques de sa purification par le feu dans les terribles jours de la Commune, et dans quel état il avait trouvé la France; le général a répondu :

« N'ayant jamais vu cette ville auparavant, je ne pouvais, naturellement, établir une comparaison entre le nouveau et le vieux Paris; mais, à mes yeux d'étranger, cette capitale me paraît avoir recouvré son ancienne splendeur. Quant à la France, je l'ai vue partout se relevant des effets des deux guerres, l'étrangère et la civile. Toutes les classes y rivalisent d'efforts pour rendre au pays son ancienne condition de prospérité. Ces efforts portent déjà leurs fruits. La terre y est dans un magnifique état de culture, même dans les endroits ravagés par les Prussiens; et c'est à peine si j'ai pu trouver d'anciennes traces de l'invasion que l'apparition d'un ou deux uniformes prussiens qui, lorsque je me trouvais près des frontières de l'Est, se montraient encore dans quelques villes, d'où ils sont sans doute déjà partis. »

En ce qui concerne la situation politique de la France, le général paraissait hésiter à risquer une opinion.

« Suivant tout ce que j'ai pu voir, a-t-il dit, le peuple m'a paru entièrement satisfait de la condition actuelle des choses. La presse n'est pas seulement libre en théorie, elle l'est également en pratique. Mais les feuilles de l'opposition se livrent à moins de violence contre le gouvernement que les notes ne le font ici. Il est vrai que les droits de Bonaparte et de la famille d'Orléans y trouvent d'ardents défenseurs, mais que les mesures du gouvernement y sont vivement discutées; mais il n'y a rien qui mette en péril la liberté de la république. »

« Et M. Thiers? demanda son interlocuteur. — Je vois en M. Thiers un patriote qui veut sérieusement tout ce qui est pour le bien de son pays; et je pense que, sous son administration, il y a tout lieu de croire que la France atteindra un haut degré de prospérité. Du reste, quoi qu'il puisse arriver, la république durera autant que Thiers, si elle ne lui survit pas. »

Je pourrais continuer ces citations, mais une autre règle tout ce qui est pour le bien de son pays; et je pense que, sous son administration, il y a tout lieu de croire que la France atteindra un haut degré de prospérité. Du reste, quoi qu'il puisse arriver, la république durera autant que Thiers, si elle ne lui survit pas.

A défaut de la politique américaine, que j'ai prudemment tabouï, il ne me reste qu'à glaner ci et là. Bien petite est maintenant pour les coolies chinoises de l'île de Cuba la chance de recouvrer leur liberté. Ces pauvres créatures ont été forcées, par des décrets et des règlements officiels, de travailler à un mince salaire qui leur permettait tout juste de vivre. Or, voici qu'un nouveau décret leur apprend que, à moins qu'ils ne quittent immédiatement l'île, ils auront à accepter de nouveaux contrats d'une durée de six ans. On ne saurait pousser plus loin l'ironie. On n'a pas permis à ces infortunés oco-

les de gagner assez d'argent pour payer leur passage en Chine, et, s'ils restent dans l'île, ils y sont remis en esclavage !

Les Sioux de Pétou et du grand fleuve ont eu, le 18, un long et très-sérieux entretien avec M. Delano, le secrétaire de l'intérieur. Le fin mot de la chose est qu'ils veulent des armes et des munitions, et qu'ils le veulent tout de suite. L'éloquence de chefs qui portent les noms euphoniques de : « Les Deux Ours, l'Ours médecin, la Bouche sanglante, l'Herbe, Qui a peur de l'ours, l'Œil noir et l'Homme qui emballe l'aigle », a été tellement irrésistible, que le secrétaire a dû leur promettre une entrevue avec le « Grand Père » lui-même. Mais, pour le quart d'heure, il a bien d'autres Indiens à fouetter... s'il veut rester leur grand-père.

Le rapport que vient de publier le bureau de l'agriculture sur la condition de la nouvelle récolte de coton inspire encore une fois le regret que l'administration n'ait pas tenté des efforts bien organisés pour extirper l'*Anomis xylinus*, ou chenille cotonnière.

En effet, il y a un mois à peine, la récolte promettait de dépasser de 5 p. c. la moyenne ordinaire; et voilà, que, à la suite des ravages de l'insecte destructeur que j'ai nommé, il y a tout à fait disparu, et qu'il sera, au contraire, inférieure de 40 p. c.

Voici les moyennes nouvelles indiquées par le rapport : Virginie 97, Caroline-Nord 101, Caroline-Sud 93, Géorgie 96, Floride 92, Alabama 88, Mississippi 90, Louisiane 86, Texas 94, Arkansas 78, Tennessee 92. Ces onze moyennes particulières en donnent une générale de 91 8/11; soit 8 3/4 pour cent au-dessous d'une récolte ordinaire.

Ce que je trouve de plus surprenant, c'est que, au lieu de faire hausser le coton, ces mauvaises nouvelles le font baisser de plus en plus. Quand je vous écris le 13 de ce mois, les middling uplands se cotaient à 21 1/8; le 21, ils ont fermé à 18 7/8.

Depuis le 1er septembre, le nombre des balles de coton reçues de l'intérieur dans nos ports, est de 97,338, contre 42,464 en 1871-72. Nous sommes donc, cette fois, en avance de 55,874 balles en trois semaines. Quant à notre stock, il n'était en 1871 que de 88,834 balles; il est aujourd'hui de 93,320.

Nous avons eu mardi et mercredi un *Black Friday* en miniature. Une clique d'agitateurs, dont pas un ne va à la cheville de feu Fisk junior, s'est efforcée de faire un « Corner » de *currency* afin de régir sur l'or. Elle est parvenue, en effet, à le faire monter un moment à 115 1/4; mais comme, par bonheur, le secrétaire du trésor se trouvait justement à New-York mercredi, il a donné immédiatement l'ordre d'acheter pour trois millions de titres 5/20 au lieu du million annoncé, et cette masse de *currency* (papier-monnaie) jetée sur le marché a arrêté la hausse comme par enchantement. L'or s'est pris à fléchir et il fermait le 21 à 113 5/8.

Ces trois millions de 5/20 ont été payés entre 104 8/8 et 111-7/8, non compris, naturellement, les intérêts courus, et le million d'or vendu le lendemain s'est placé à 114.

Pour continuer à faciliter la hausse de l'or, M. Boutwell a ordonné le paiement, dès le 21 septembre, des intérêts de la dette échantée le 1er novembre, moyennant un rabais à raison de 6 p. c. l'an en or.

A la bourse d'hier, l'or a fermé à 114 1/8. Les changes étrangers avaient une meilleure tenue que samedi. Le papier de banque à vue se cotait ainsi : Londres 100 à 104 7/8; Paris 5-30 à 5-28 3/4; Anvers 5-21 1/2 à 5-25 1/4.

Les fonds publics étaient calmes, mais fermes. A la clôture, les titres au porteur étaient offerts à la cote suivante : 6 p. c. de 1881, 115 1/2; 5/20 de 1862 et 1864, 114 1/2; de 1865 anciens, 115; nouveaux, 114; de 1867 et 1868, 114 1/8.

Coton middling upland, 48 5/8. Les journaux de l'après-midi ne contiennent aucune nouvelle; et je crois inutile d'attendre ceux de demain matin.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

France.

Paris, mardi, 8 octobre.

Une dépêche de Lyon dit que M. Ansapach, bourgmestre de Bruxelles, est attendu à Lyon dans la quinzaine et logera à l'hôtel de ville.

Paris, mardi, 8 octobre.

M. d'Arnim doit quitter aujourd'hui Paris, pour se rendre à Berlin. Il a été déposé au ministère des finances cinq demandes pour l'obtention du monopole de la fabrication et de la vente des allumettes.

Quelques-uns des compétiteurs offrent de payer, pour ce monopole, une somme annuelle de vingt millions.

La décision du ministre des finances, sera connue samedi prochain.

Le bruit court que M. Ozanne sera nommé ministre du commerce.

Paris, mardi, 8 octobre.

Le ministre de l'intérieur est revenu ce matin à Paris. Le retour des trains des pèlerins venant de Lourdes s'effectue avec calme et sans incident.

Le tribunal de Narbonne a jugé les insulteurs de M. le lieutenant Granet. Il en a condamné un à 18 mois de prison et deux à 3 mois.

Le grand-duc Nicolas est arrivé hier à Constantinople.

Tous les détails donnés sur un message de M. Thiers à l'ouverture de la prochaine session législative sont inexacts ou prématurés. Le président de la république ne s'occupe nullement en ce moment d'un message, ne sachant pas même encore s'il en fera un.

Paris, mardi, 8 octobre.

On assure que la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire dont parle le *Temps* est réelle. Mais qu'elle n'a nullement été demandée à M. Thiers et qu'elle résumerait seulement les impressions personnelles de M. Barthélemy.

Le *Soir* assure que la démission de M. Picard comme ministre à Bruxelles est officielle.

Angleterre.

Londres, mardi, 8 octobre.

La Reine tiendra un conseil de cabinet le 13 octobre. Une explosion de feu grisou a eu lieu à Morley.

Il y a, dit-on, de 20 à 30 personnes tuées.

Londres, mardi, 8 octobre.

Le voyage de M. Gladstone en Irlande n'aura pas lieu cette année.

Europe centrale.

Pesth, mardi, 8 octobre.

La séance plénière de la délégation du Reichsrath, dans laquelle devait commencer la discussion du budget de la guerre, n'a pas eu lieu aujourd'hui; les ministres communs de l'empire étant allés assister à un conseil de ministres qui a lieu aujourd'hui à Bude à l'occasion de l'arrivée de l'Empereur, le président de la délégation, en égard à l'importance du sujet à discuter, a remis ladite séance à demain matin.

Vienne, mardi, 8 octobre.

Des nouvelles reçues de Pesth font prévoir que la délégation autrichienne plénière — dont la séance a été remise à de-

main à cause de la réunion du conseil présidée par l'Empereur — votera à une faible majorité les quatre millions refusés par la commission du budget pour la prolongation du service actif.

Strasbourg, 8 octobre.

Suivant les avis des autorités de l'Alsace-Lorraine, il y a eu 164,633 options pour la France, dont 38,800 par suite d'émigration.

Dans ce chiffre de 164,633 ne sont pas compris 12,000 Français qui étaient domiciliés en Alsace-Lorraine au 2 mars 1871 et qui ont émigré depuis.

Pays du Nord.

Copenhague, lundi, 7 octobre.

Le Roi a ouvert le Reichstag aujourd'hui. Le discours du trône prononcé à cette occasion fait ressortir la prospérité croissante du pays, résultant de l'augmentation des recettes indirectes; il insiste sur les très-bonnes relations avec la Suède; le discours mentionne ensuite le désir du pays de voir introduire un système monétaire commun; il mentionne la douleur qu'éprouve le Roi et le peuple danois à propos de la mort du roi de Suède; le gouvernement a la confiance que les rapports cordiaux entre le Roi et le peuple se consolideront encore sous le règne du roi Oscar; les relations avec l'étranger n'ont pas changé; la question relative au Schleswig est toujours pendante; le gouvernement entretient le ferme espoir de la voir aboutir à une solution satisfaisante. Le discours cite comme projets de lois devant être présentés celui relatif à la révision de la loi sur la défense du pays et au développement de l'instruction publique.

Russie.

Odessa, dimanche, 6 octobre.

Le steamer belge *John David*, cap. Herfurth, venant d'Anvers, est arrivé dans le port, ainsi que le steamer belge *Seitica*, cap. Minnie, venant de Newcastle, et qui, s'étant échoué dans les Dardanelles, sur Barber's Point, a été renfloué.

Péninsule ibérique.

Lisbonne, mardi, 9 octobre.

Le Journal officiel publie une lettre du roi par laquelle Sa Majesté accepte la démission de M. de Loulé de ses fonctions de président du Sénat.

Orient.

Kragujevatz, lundi, 7 octobre.

Aujourd'hui le prince a prêté le serment solennel à la Constitution. La Skupstschina a élu le banquier Karabierovitch président et M. Jovanovitch vice-président.

Kragujevatz, mardi, 8 octobre.

Le prince a ouvert la Skupstschina par un discours du trône dans lequel il a rappelé les marques de sympathie qui lui ont été données par la Porte, par les puissances garantes et par d'autres États.

Le prince après avoir remercié la population pour l'attachement qu'elle a manifesté lors de son avènement au trône; a signalé les progrès que le pays a déjà faits, mais de nombreux travaux importants restent encore à accomplir, savoir : l'achèvement des chemins de fer, le développement de l'institution de la landwehr, les améliorations à apporter au commerce, à l'agriculture et à l'instruction publique.

Le prince a terminé son discours en invitant les députés à se mettre à l'œuvre pour assurer la prospérité de la Serbie.

Gibraltar, lundi, 8 octobre.

Le steamer belge *Julia David*, capitaine Durt, venant d'Anvers, est passé ici, se dirigeant sur Constantinople et Odessa.

Outre-Mer.

New-York, mardi, 8 octobre.

Il y a eu un conflit à Cincinnati entre la réunion des nègres et une procession de démocrates.

Des coups de pistolet ont été échangés. Il y a eu plusieurs blessés, entre autres, deux blancs gravement.

Il n'y a pas eu de mort.

New-York, lundi, 7 octobre.

Dans les régions officielles de Washington, on est certain de la victoire des républicains dans les élections d'octobre et de novembre. Des calculs font présumer que les républicains seront élus dans la Pennsylvanie avec une majorité de 12,000 voix, dans l'Ohio avec 20,000 voix, dans l'Indiana avec 1,500 et dans l'Iowa avec 30,000.

Les steamers *Paris*, *Columbia*, *Austrian* et *Moravian* sont arrivés.

Bulletin des bourses.

Paris, 8 octobre. — Emprunt 1872, 86-77. — Emprunt 1871, 83-85 0/0. — Rente 3 p. c., 93-45 0/0. — Crédit mob. franc., 432-00. — Crédit mob. esp., 491-00. — 5 p. c. Italien, 67-80 0/0. — Cons. turcs, 5 p. c., 53-55. — Société Générale, 572-00. — Ch. de fer autrich., 751-00. — Océans navy, 313-00. — Ch. de fer lombards, 342-00. — Id. hongrois, 300-00. — Id. luxembourgeois, 231-00. — Nord Espagne, 205-00. — Transatlantiques, 233-00. — Espagne ext., 30 1/8. — 6 p. c. américains, 1882, 105 1/2. — Lots, 78-18. — Rente de l'Union Franco-belge, 240 0/0. — Banque de France, 4 1/16. — Banque hollandaise, 53-80. — Change sur Londres, 00 0/0. — Id. sur Amsterdam, 000 0/0. — Id. sur Hambourg, 000 0/0. — Id. sur Anvers, 00 prime. — Banque de Paris, 3-17.

Paris, 8 octobre. — Huile de colza (100 kilogr.), courant mois, 99-00; à livrer, nov.-déc., 99-75; 4 premiers mois 1873, 100-50; 4 mois d'éché, 102-00; huile de lin courant mois, 100-00; nov.-déc., 100-50; 4 premiers mois, 99-00; farines 8 marques, sac de 158 kilogr., courant mois, 69-75; nov.-déc., 67-00; 4 mois novembre, 66-00.

Amsterdam, 8 octobre. — Ant. rente pap. mai, 58 1/16. — Id. argent, janv. 63 1/16. — Lots autr., 1880, 573-00. — Id. (1880), 157-00. — Lots autr., 1880, 144-3/4. — Consolidés turcs (1880), 51 1/8. — 5-20 bons américains (1882), 98 1/16. — Espagne int., 25 1/16. — Id. ext., 1880, 29 1/16. — Pays-Bas, 2-1/2. — 55 0/0. — Ottoman, 147 1/4. — Pérou, 73 1/16. — Portugal, 40 13/16. — Empr. franc., 1871, 25-38. — Lots turcs, 42-1/4. — Sur Anvers, 25-71. — Rente française, 00 0/0 à 00 0/0. — Rente autr., 64 3/4 à 65 0/0. — Id. papier, 00 0/0 à 00 0/0. — Nouvel emprunt, 1/3 à 1/8.

Liverpool, 8 octobre. — Cote. — Clôture. — Marché plus calme.

Les ventes, aujourd'hui, sont de 15

